



**2012 TOKYO
ANNUAL MEETINGS**
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP

Français

12 octobre 2012

Allocution de M. **JIM YONG KIM**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant le Conseil des gouverneurs en séance plénière

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi de m'exprimer devant vous pour la première fois en tant que Président du Groupe de la Banque mondiale.

Je tiens tout d'abord à remercier les autorités japonaises de leur hospitalité et de leur accueil chaleureux. La capacité du Japon à faire face à l'adversité et sa détermination à se relever du séisme et du tsunami survenus l'an dernier sont un exemple pour nous tous. Et nous sommes reconnaissants au peuple japonais pour sa généreuse contribution aux efforts de développement mondial depuis plusieurs décennies.

Je souhaite également remercier Riad Salamé et Marek Belka. Enfin, merci à vous, Christine, pour votre aide inestimable durant mes trois premiers mois à ce poste.

Il y aura bientôt près d'un demi-siècle que ces Assemblées annuelles se sont tenues pour la dernière fois à Tokyo. À l'époque, le Japon accomplissait sa remarquable mutation économique. En Europe, après des siècles de conflits armés, des pays construisaient la paix en renforçant leur intégration économique. En Afrique, la vague de l'indépendance ouvrait de nouvelles perspectives d'autodétermination. Et en Amérique, le racisme institutionnalisé était mis en échec par un mouvement de défense des droits civiques.

C'est cette quête universelle de progrès et de dignité que Martin Luther King avait symbolisée lorsqu'il a déclaré : « L'arc de l'univers moral est long, mais il tend vers la justice ». Ses mots étaient l'expression d'une vision fondamentalement optimiste de la condition humaine, un optimisme qui a nourri ma vie et que j'apporte avec moi au Groupe de la Banque mondiale.

Cela dit, notre progression n'est pas prédéterminée : elle dépend de l'action collective. Les transformations que le monde a connues il y a 50 ans montrent comment des individus peuvent, en travaillant ensemble, infléchir l'arc de l'histoire de manière à offrir au plus grand nombre, et dans un nombre accru de régions, un surcroît d'opportunités.

Comment infléchir l'arc de l'histoire

Alors que nous sommes réunis à Tokyo pour la seconde fois, le monde est à nouveau en proie à d'extraordinaires difficultés. Quatre ans après le début de la crise financière mondiale, nous sommes tous encore occupés à chercher collectivement des moyens de restaurer la stabilité et de rétablir la confiance. L'instabilité économique et financière qui persiste en Europe continue de menacer la croissance et l'emploi dans les pays en développement. Pendant ce temps, la flambée des prix alimentaires grève lourdement les budgets des ménages les plus pauvres. Et de nombreux pays du Moyen-Orient sont en train de prendre le virage le plus important de leur histoire depuis bien longtemps.

Grâce à la généreuse reconstitution des ressources de l'IDA et à l'augmentation de son capital, le Groupe de la Banque mondiale est en mesure d'aider les pays en développement à se protéger de l'instabilité actuelle et à atteindre leurs objectifs de développement à long terme. Nous nous employons d'ores et déjà à décaisser rapidement des fonds pour maintenir les investissements en infrastructures promoteurs de croissance. Nous donnons accès au crédit à des petites et moyennes entreprises. Nous aidons nos clients à renforcer leurs systèmes de protection sociale afin de protéger leurs populations vulnérables. Et nous développons la capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles par nos activités de prêt en matière d'agriculture durable.

Aux quatre coins du monde, l'humanité est unie par l'espoir commun d'un avenir meilleur. Ce sont des gens comme Oneida, une jeune femme de 26 ans vivant au Honduras et qui nous a dit que protéger les individus contre la criminalité nécessite « plus de policiers, bien sûr, mais surtout plus d'emplois ». Ou encore cette mère de famille en Inde, Dhangaur, qui nous a déclaré que pour que ses enfants restent en bonne santé, il leur faut à tous un quartier salubre et un air pur. Tous ces gens ne veulent pas seulement échapper à la pauvreté. Ils veulent construire et réaliser toutes les dimensions de la prospérité, notamment des revenus plus élevés, une bonne santé et une éducation de qualité. Et ils veulent de la justice. Car là où règnent la pauvreté et l'inégalité, l'injustice règne trop souvent.

J'ai pu voir de mes propres yeux la violence que la pauvreté inflige aux corps et aux âmes. Cela nous rend tous moins humains. Pourquoi le tolérons-nous ?

J'ai vu aussi l'extraordinaire détermination des exclus à préserver leur dignité. Pourquoi notre détermination à éliminer la pauvreté n'est-elle pas aussi grande ?

Voici donc la question que je veux poser ce matin : Que faut-il que nous fassions tous — autorités gouvernementales, secteur privé, société civile, et organismes multilatéraux du monde entier — pour aider les Oneida et les Dhangaur de la planète à atteindre leurs objectifs ? Et que va faire le Groupe de la Banque mondiale pour contribuer à éliminer la pauvreté et à bâtir une prospérité partagée ?

Je suis bien conscient que dans le contexte difficile qui est le nôtre, les appuis en faveur de l'aide au développement peuvent s'estomper face à d'autres priorités. Beaucoup d'entre vous qui êtes ici présents ont entendu des gens émettre l'argument selon lequel, dans le climat économique actuel, nous ne pouvons nous permettre de renouveler notre engagement pour le développement mondial, de tenir les promesses faites en d'autres temps.

Eh bien, je suis là pour vous faire entendre l'argument contraire. Aujourd'hui, alors que tant de citoyens réclament une plus grande intégration sociale et que certains risquent de perdre espoir, nous avons la possibilité — et, à mon sens, la responsabilité — de bâtir une nouvelle ère de prospérité partagée. Avec plus d'un milliard d'individus en situation

d'extrême pauvreté et 200 millions de chômeurs, ce n'est pas le moment pour nous de faire cavalier seul et de nous soucier uniquement de nos propres intérêts.

Car il est possible de faire tellement plus aujourd'hui, et les enjeux sont tellement plus importants.

Ces dix dernières années, une cinquantaine de pays en développement — comptant ensemble plus de 4 milliards d'habitants — ont vu leur PIB augmenter en moyenne d'au moins 5 % par an. Grâce à cette croissance, la pauvreté a reculé plus vite que jamais auparavant ; le premier objectif de développement pour le Millénaire (ODM), réduire de moitié le taux de pauvreté de 1990 d'ici 2015, a été atteint avec environ cinq années d'avance.

En Afrique, de nouvelles opportunités se font jour, comme j'ai pu m'en rendre compte par moi-même lors de ma visite en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud, le mois dernier. Dans un centre de formation professionnelle bénéficiant d'un appui de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire, j'ai rencontré des anciens combattants qui troquent les armes contre des tenailles et des tournevis pour apprendre le métier d'électricien. Ce genre d'optimisme est contagieux, et il irradie dans tout le continent.

Il fut un temps où l'on pensait qu'un petit pays enclavé n'avait aucune chance de se développer de manière durable ; les presque 8 % de croissance économique annuelle affichés par le Rwanda au cours de la décennie écoulée nous ont prouvé le contraire. Nous jugions impossible de mettre en place des systèmes de santé dans des pays en situation de conflit ; le formidable développement des services de santé de base en Afghanistan ces dix dernières années nous a prouvé le contraire. Nous étions persuadés que les pays présentant de profondes inégalités structurelles ne pourraient jamais y remédier ; la manière dont le Brésil a réussi à abaisser de 5 points de pourcentage son coefficient de Gini nous a, une nouvelle fois, prouvé le contraire.

La morale de tout cela, c'est que rien n'est prédéterminé : chaque économie recèle son propre potentiel, et la question est de savoir comment lui donner libre cours. Lorsque j'étais enfant, j'ai émigré aux États-Unis depuis la Corée du Sud, un pays alors souvent considéré comme un « cas désespéré ». La réussite économique de la Corée nous rappelle que nous ne devons plus jamais être présomptueux et pessimistes au point de coller ce genre d'étiquette à un pays quel qu'il soit.

Si l'on regarde les succès des dix dernières années et la gravité des menaces qui planent aujourd'hui sur l'économie mondiale, que pouvons-nous dire sur nos perspectives d'avenir en cette fin d'année 2012 ? Trois scénarios potentiels se dessinent pour le moyen terme.

Le premier scénario est celui où la plupart des pays maintiennent leurs trajectoires de développement actuelles. Dans ce scénario, l'incidence de la pauvreté mondiale devrait continuer à décroître d'environ un point de pourcentage par an, comme cela a été le cas

récemment. Au cours des 20 dernières années, le monde en développement a réduit de moitié son taux de pauvreté ; en restant dans cette dynamique, on divisera à nouveau par deux le taux de pauvreté d'ici dix ans. La classe moyenne va grossir sensiblement. *Ce sont là des progrès impressionnants, mais ce n'est pas suffisant. Nous pouvons faire mieux.*

Le deuxième scénario est plus préoccupant : dans ce cas de figure, les crises économiques mondiales s'amplifient jusqu'à faire sortir les pays en développement de leurs récentes trajectoires de croissance. Un niveau d'inégalité élevé et croissant réduit à néant les opportunités économiques qui s'offraient aux individus, et limite les perspectives de croissance sur le long terme. *Dans ce scénario, les avancées sur le front de la lutte contre la pauvreté mondiale se ralentiraient et finiraient même peut-être par s'inverser. Nous devons éviter cette issue.*

Le troisième scénario est celui qui me porte, qui fait que je me lève chaque matin avec enthousiasme pour aller travailler. C'est celui où nous unissons nos forces pour infléchir l'arc de l'histoire et accélérer le progrès. Nous aidons un plus grand nombre de personnes à participer au développement et à en recueillir les fruits. Nous renforçons la capacité d'adaptation pour qu'un plus grand nombre de personnes accèdent à la sécurité économique. *Et si nous voulons vraiment nous en donner les moyens, nous pouvons pratiquement éliminer l'extrême pauvreté. Cet objectif n'a rien d'irréaliste : il est atteignable. Ensemble, nous pouvons y arriver.*

Que faut-il faire ?

Que faut-il faire pour y parvenir ?

Aujourd'hui, l'économie mondiale se trouve à un moment charnière. Ce que nos membres, dans toute leur diversité, ont en commun, c'est de chercher de nouvelles solutions pour assurer un avenir plus prospère, plus durable et plus solidaire.

Comme nous le savons tous, les pays à revenu élevé sont en quête de nouvelles solutions pour créer des emplois, stimuler la croissance et rétablir la viabilité budgétaire. Leur succès dans cette entreprise est important pour chacun de nous, car nous avons tous pu constater combien les crises économiques des pays développés pouvaient se propager rapidement au reste du monde. Il est important aussi parce que l'engagement des pays développés en matière d'aide extérieure reste indispensable pour mener à bien notre programme commun de développement.

Fort d'une longue expérience en la matière, le Groupe de la Banque mondiale est à même d'élaborer des programmes de protection sociale plus performants, d'améliorer les climats de l'investissement, et d'identifier des investissements publics porteurs de croissance. De par notre nature même de banque mondiale, nous sommes prêts à apporter notre savoir et notre assistance technique là où on nous sollicite, y compris dans les pays à revenu élevé ayant engagé des réformes économiques.

Les pays à revenu intermédiaire recherchent de nouvelles solutions à un ensemble différent de problèmes. Beaucoup de ces pays ont connu une croissance rapide ces dernières années. Et pourtant, nous en sommes tous conscients, les stratégies qui leur avaient réussi jusqu'alors ne seront pas forcément adaptées aux difficultés à venir. Ces pays devront en effet, entre autres, assurer l'intégration des pauvres dans le processus de croissance, combler les déficits d'infrastructures et d'énergie, mettre en œuvre des réformes publiques de deuxième génération, et assumer leur rôle d'acteurs responsables et généreux du système mondial.

Le Groupe de la Banque mondiale a déjà lancé un programme de modernisation pour répondre aux demandes de nos clients à revenu intermédiaire, mais je suis convaincu que nous pouvons aller plus loin. Nous devons être plus rapides, plus inventifs et plus souples. Nous sommes en train de mettre au point divers instruments nouveaux adaptés à leurs besoins, tels que des prêts à des structures gouvernementales infranationales et des services financiers dans le domaine de la gestion d'actifs et des opérations de couverture. Et dans le même temps où les économies émergentes assument un rôle croissant dans l'économie mondiale, je m'attacheraï personnellement à garantir qu'elles disposent d'une représentation forte au sein de notre institution.

De leur côté, les pays à faible revenu veulent des idées neuves pour accélérer la croissance, stimuler la compétitivité et sortir leurs citoyens de la pauvreté. Ils voient poindre une possibilité de devenir la nouvelle génération de marchés émergents en mettant en place des institutions plus responsables et des secteurs privés plus dynamiques. En Afrique, par exemple, plusieurs pays ont découvert récemment de nouvelles ressources naturelles qui, à condition d'être bien gérées, peuvent être génératrices de changements.

Le Groupe de la Banque mondiale va faire davantage pour aider les pays à faible revenu à réaliser leur dessein. Par le biais de l'Asset Management Company de l'IFC, dont le Japon est un contributeur de premier plan, nous proposons de nouveaux fonds de placement pour le secteur privé sur des marchés pionniers. Et nous allons nous fixer des objectifs ambitieux pour la Dix-septième reconstitution des ressources de l'IDA, qui est l'une de mes principales priorités.

Les États fragiles, ainsi que me l'a enseigné ma propre expérience en Haïti, recherchent des solutions pour échapper à la fragilité. Les pays qui basculent dans la guerre civile mettent souvent dix ans, voire plus, à s'en relever. L'exemple de pays comme le Mozambique, le Rwanda ou l'Ouganda, qui sont parvenus à surmonter les conflits, nous montrent que trois éléments jouent un rôle déterminant : la sécurité, la justice et l'emploi.

Le Groupe de la Banque mondiale va devoir se mobiliser encore davantage pour aider les États fragiles dans les situations d'urgence. C'est pourquoi nous avons commencé à réorganiser nos systèmes et nos politiques opérationnelles afin d'agir vite et bien lorsque les risques se concrétisent. Nous procurons à nos clients et nos partenaires un accès direct

à des savoirs destinés à faire une différence. Et nous allons veiller à avoir du personnel compétent et expérimenté sur les sites les plus sensibles, là où leur présence est la plus utile.

Les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se trouvent aujourd'hui à un tournant essentiel et sont à la recherche de moyens pour élaborer des modèles politiques et économiques plus solidaires. La phase de transition en cours dans ces pays nous rappelle que le processus de développement doit profiter à tous, être transparent et créer des opportunités pour les jeunes, et en particulier les jeunes femmes.

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous reprenons cette leçon à notre compte, et l'une de mes priorités est de renforcer notre collaboration avec la région et de repenser nos façons de faire là où cela est nécessaire.

Quels que soient les enjeux auxquels ils sont confrontés, les États doivent y répondre d'une manière viable, qui n'appauvrisse pas nos ressources naturelles communes. De par ma formation de médecin, je sais que nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les preuves scientifiques du changement climatique et que nous devons nous occuper d'urgence de protéger notre environnement. À défaut de le faire, nous risquons de créer un environnement physique qui freinera le développement et annulera les gains acquis.

C'est pourquoi le Groupe de la Banque mondiale va redoubler d'efforts pour encourager les investissements dans les biens publics mondiaux et le développement durable. Nous défendons l'idée d'une comptabilisation du capital naturel auprès de la communauté internationale afin d'encourager les pays à mieux comprendre et gérer leurs ressources naturelles. Nous aidons les pays à élaborer des stratégies de croissance verte. Et nous insisterons sur l'importance de la bonne gouvernance pour le développement, en continuant de combattre la corruption sans relâche.

Il est clair pour moi que ce monde en mutation a besoin d'un Groupe de la Banque mondiale fort, qui apporte, grâce à nos prêts, notre savoir et notre pouvoir de rassemblement, des solutions de développement intégrées aux problèmes d'aujourd'hui mais aussi de demain.

Construire une « banque de solutions »

Dans ce monde en mutation, quel est donc l'avenir du Groupe de la Banque mondiale ? Au cours des trois derniers mois, l'une de mes premières priorités a été de rencontrer le plus grand nombre possible de membres de notre personnel, qui constitue la plus grande richesse de l'institution. Je leur ai notamment demandé à quels moments, selon eux, le Groupe de la Banque mondiale s'était particulièrement distingué.

On m'a raconté comment nous nous étions associés à d'autres bailleurs de fonds pour mobiliser rapidement 1,3 milliard de dollars destinés à aider les pays de la Corne de l'Afrique victimes d'une grave sécheresse.

On m'a parlé de notre collaboration avec le Gouvernement indien pour lancer un programme révolutionnaire d'assurance-récolte permettant d'aider des millions d'agriculteurs à atténuer les risques liés aux aléas météorologiques.

On m'a cité une garantie de la MIGA, notre institution spécialisée dans l'assurance contre les risques politiques, qui a permis au premier projet géothermique financé par des capitaux privés en Afrique d'attirer des investisseurs sur ce marché non testé mais prometteur.

Ces succès dénotent la vivacité et la créativité d'une institution capable d'intervenir dans les situations les plus difficiles et de faire bouger les choses. Une institution humble, qui sait mobiliser ses compétences techniques pour obtenir des résultats sur une grande échelle.

La question qui vient alors naturellement à l'esprit est la suivante : que faut-il faire pour que le Groupe de la Banque mondiale se distingue sur chaque projet, chaque client, chaque jour de l'année ?

Pour moi, la réponse consiste à définir une nouvelle identité stratégique pour notre institution. Nous sommes une « banque de savoirs » ; nous devons devenir une « banque de solutions ». Pour aider nos clients à appliquer des solutions reposant sur des faits, en dehors de toute idéologie, afin de résoudre leurs problèmes de développement.

Soyons clairs : quand je dis que nous serons une banque de solutions, je ne veux pas faire croire que nous détenons des solutions toutes prêtes à chaque problème de développement. Tel n'est pas le cas, et tel n'est pas notre objectif.

En revanche, en tant que banque de solutions, nous travaillerons avec nos partenaires, nos clients et les communautés locales pour apprendre et favoriser un processus de découverte. Plusieurs dizaines d'années de travail dans le développement m'ont enseigné que les meilleures réponses aux problèmes économiques et sociaux résident souvent dans les individus et les communautés qui y sont confrontés au quotidien. Ils ont été mes meilleurs professeurs. Nous devons écouter et suivre leur parole.

Pour être une banque de solutions performante, nous devrons aller chercher des réponses en dehors de nos murs. Aujourd'hui, le savoir est partout. Il passe d'un entrepreneur de Delhi à un paysan mexicain, d'un membre de la société civile nigériane à un responsable politique à Sarajevo. Grâce à notre présence mondiale, le Groupe de la Banque mondiale est idéalement placé pour mettre en relation ou réunir plusieurs parties prenantes basées dans différents lieux du monde, et jouer ainsi un rôle de médiateur facilitant les échanges de savoirs entre différentes institutions.

Dans cette optique, nous devons renforcer et développer nos partenariats. Cela signifie consolider notre collaboration avec le FMI, l'ONU et les banques régionales de

développement. Et cela veut dire nouer de nouvelles alliances avec des organisations de la société civile de premier plan, des fondations, des établissements d'enseignement et le secteur privé afin de faire avancer nos causes communes.

Pour une banque de solutions, il va s'agir plus que jamais de mettre l'accent sur l'élément prestation. Dans un contexte de moyens restreints et de graves difficultés, c'est ce que veulent nos bailleurs de fonds autant que nos clients. Un certain nombre de nos clients ont à leur disposition des ressources financières croissantes. Mais la difficulté pour tous nos clients se situe au niveau de la prestation, c'est-à-dire de la conception des programmes et de leur exécution dans la perspective de résultats tangibles.

Car les échecs se situent la plupart du temps au niveau de la prestation. C'est le cas par exemple lorsqu'un gouvernement adopte une loi stricte contre la corruption, mais que cela ne change guère les choses en pratique : il s'agit d'une défaillance en termes de prestation. Ou encore lorsqu'un pays investit massivement dans l'éducation primaire, sans pour autant parvenir à scolariser tous les enfants ou à s'assurer qu'ils apprennent quelque chose : il s'agit là aussi d'une défaillance de prestation.

C'est là le prochain territoire à conquérir pour le Groupe de la Banque mondiale : aider à développer une « science de la prestation ». Car nous savons que la dimension prestation n'est pas simple : elle ne revient pas seulement à dire que « cela marche, mais cela ne marche pas ». Une prestation effective exige des connaissances propres au contexte. Elle nécessite qu'on rectifie le tir en permanence, qu'on soit prêt à prendre des risques calculés et qu'on reste constamment attentif aux aspects détaillés de mise en œuvre. L'un des principaux avantages comparatifs du Groupe de la Banque mondiale est d'avoir travaillé en partenariat avec des communautés et des responsables politiques dans la quasi-totalité des pays en développement et dans tous les secteurs ; pour devenir une banque de solutions, nous devons de manière systématique exploiter et appliquer les enseignements de ces expériences.

Être une banque de solutions exigera que nous reconnaissions avec honnêteté nos succès et nos échecs. Nous pouvons, et nous devons, apprendre des uns et des autres.

Cette mutation en banque de solutions ne se fera pas en un jour, et nous réfléchissons encore aux façons de procéder d'un point de vue opérationnel pour la concrétiser. Je voudrais néanmoins exposer aujourd'hui quatre mesures d'ores et déjà prévues pour accélérer ce processus.

Premier point : nous allons établir une ligne directrice claire et mesurable. Elle nous obligera à porter un regard sans complaisance sur toutes nos actions, et nous motivera à être aussi performants que possible. Le Groupe de la Banque mondiale a pour mission d'éliminer la pauvreté et de construire une prospérité partagée. *Pour cette raison, j'ai demandé à l'institution de définir une ligne directrice sous la forme d'objectifs ambitieux dans ces deux domaines.*

Deuxième point : nous allons nous renforcer au niveau de la mise en œuvre et des résultats. Pour ce faire, nous allons modifier les dispositifs d'incitation afin de récompenser les équipes travaillant à la mise en œuvre des projets et les « régulateurs de problèmes » : toutes les personnes qui produisent des résultats concrets pour les clients sur le terrain. Un projet ne devrait pas mettre deux ans pour passer de l'idée à la mise en œuvre. Nous devons rendre des comptes sur les résultats et non sur les processus engagés. *C'est pourquoi je vais réfléchir avec le Conseil aux moyens de rationaliser nos procédures, de simplifier nos processus, et de réduire le délai de préparation des projets.*

Troisième point : nous allons rapidement améliorer notre capacité à proposer à nos clients des solutions intégrées pour un impact maximum. De meilleures synergies renforceront l'avantage distinctif que nous confère notre situation d'un seul organisme mondial d'aide au développement effectivement à même d'appuyer les secteurs public et privé, de donner accès à une somme exceptionnelle de connaissances, et de proposer des assurances susceptibles de stimuler l'investissement. *J'ai donc demandé à mon équipe de direction d'élaborer un plan d'action visant à développer les synergies au sein du Groupe de la Banque mondiale, afin de réduire les coûts et d'améliorer notre efficacité.*

Quatrième point : nous devons continuer à investir dans les données et les outils d'analyse, en nous appuyant sur le succès de l'initiative Données en libre accès. Il est essentiel de posséder des données pour définir les priorités, prendre des mesures avisées et suivre les résultats obtenus. Or, beaucoup de pays ont des capacités très limitées en matière de statistiques et manquent de données fiables et à jour sur l'économie et la pauvreté. *C'est pourquoi nous travaillerons avec nos partenaires pour faire en sorte que tous les pays en développement aient des données ponctuelles et exactes. Et nous rendrons compte chaque année des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et dans l'établissement d'une prospérité partagée.*

Lors de notre prochaine réunion, dans six mois, je vous présenterai un rapport d'avancement afin que vous sachiez où nous en sommes, ce qui aura été accompli et les points sur lesquels nous devons intensifier nos efforts. Je compte sur vous et sur vos Administrateurs pour nous rappeler à nos responsabilités durant ce processus, en veillant à nous fixer des objectifs ambitieux et à nous mobiliser pour les atteindre.

Conclusion

Pour conclure, je noterai que, depuis sa création il y a 68 ans, le Groupe de la Banque mondiale n'a cessé d'évoluer avec le cours du monde. Il a tout d'abord été une « banque de reconstruction », chargée d'accompagner le relèvement de l'Europe après la Seconde guerre mondiale. Sous la présidence de Robert McNamara, il est devenu une « banque de prêt », accordant des financements pour faire reculer la pauvreté dans les pays en développement. Avec Jim Wolfensohn, la Banque s'est transformée en une « banque de savoir », soucieuse d'élargir sa propre compréhension du processus de développement et de promouvoir un développement durable. Et récemment, sous la présidence de Robert Zoellick, l'institution est devenue plus ouverte et transparente. Je suis reconnaissant à

mes prédecesseurs d'avoir compris que leur monde changeait, et d'avoir donné l'impulsion voulue au Groupe de la Banque mondiale.

Je crois que le moment est venu pour nous d'écrire le prochain chapitre de notre évolution : il est temps pour nous de devenir une « banque de solutions ». Nous devons écouter, apprendre et travailler en partenariat avec les pays et nos bénéficiaires pour construire des solutions partant de la base. C'est de cette manière que nous pourrons être plus pertinents et plus utiles dans l'économie mondiale d'aujourd'hui et de demain.

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous parlons souvent du rêve d'un monde sans pauvreté, la devise inscrite dans le hall d'entrée de notre siège. Le moment est venu de transformer ce rêve en réalité. Le moment est venu d'infléchir l'arc de l'histoire. En nous appuyant sur la solidarité internationale et sur une volonté farouche de résultats, nous pouvons, nous devons et nous allons éliminer la pauvreté et construire une prospérité partagée.

Je vous remercie.